

MAPS & FACTS

SAHEL AND WEST AFRICA Club

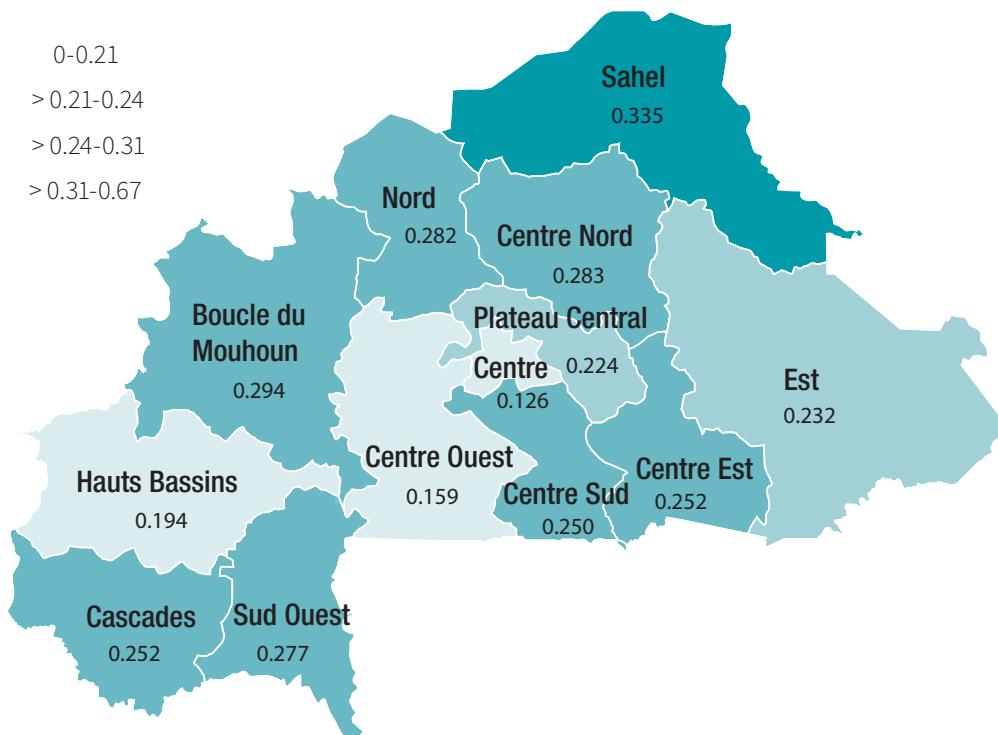


No. 63, January 2018

BURKINA FASO STILL HAS A LONG WAY TO GO ON GENDER EQUALITY

Level of discrimination in social institutions

Very low	0-0.21
Low	> 0.21-0.24
High	> 0.24-0.31
Very high	> 0.31-0.67



Source: OECD (2018), Burkina Faso, Social Institutions and Gender Index (SIGI)

Burkina Faso ratified all regional and international conventions on gender equality, adopted a national gender policy in 2009, established a dedicated ministry for the promotion of women and gender issues (now Ministry of Women, National Solidarity and Family) and developed a large number of action plans and gender programmes. However, discriminatory social norms and informal laws challenge the implementation and efficiency of policies and programmes promoting gender equality across the country. Gender inequalities therefore persist and national averages often mask strong regional disparities. Urban settings are generally more favourable to women's empowerment compared to rural areas.

While good progress has been made in ensuring equal access to education and free access to health services for pregnant women, women and girls are still largely discriminated against when it comes to social, economic and political opportunities. Nearly half of all women are married before the age of 18 and almost half of the Burkinabe population thinks that this is acceptable. When it comes to unpaid care work, 90% of people see it as a women's responsibility and 70% do not think that this work should be shared. Burkinabe women also remain largely underrepresented in the political sphere with less than 10% representation in the national assembly, far below the global average of 23.3%.



Extract

The Burkina Faso study of the Social Institutions & Gender Index (SIGI), conducted by the OECD Development Centre in partnership with the Burkinabe Government, provides new evidence to better understand the root causes of persisting gender inequalities. Drawing on interviews with 5 600 Burkinabe people across the country's 13 regions, SIGI assesses five dimensions: discriminatory family codes, restricted physical integrity, son bias, restricted resources and assets, and restricted civil liberties.

www.genderindex.org/burkina-faso-country-study

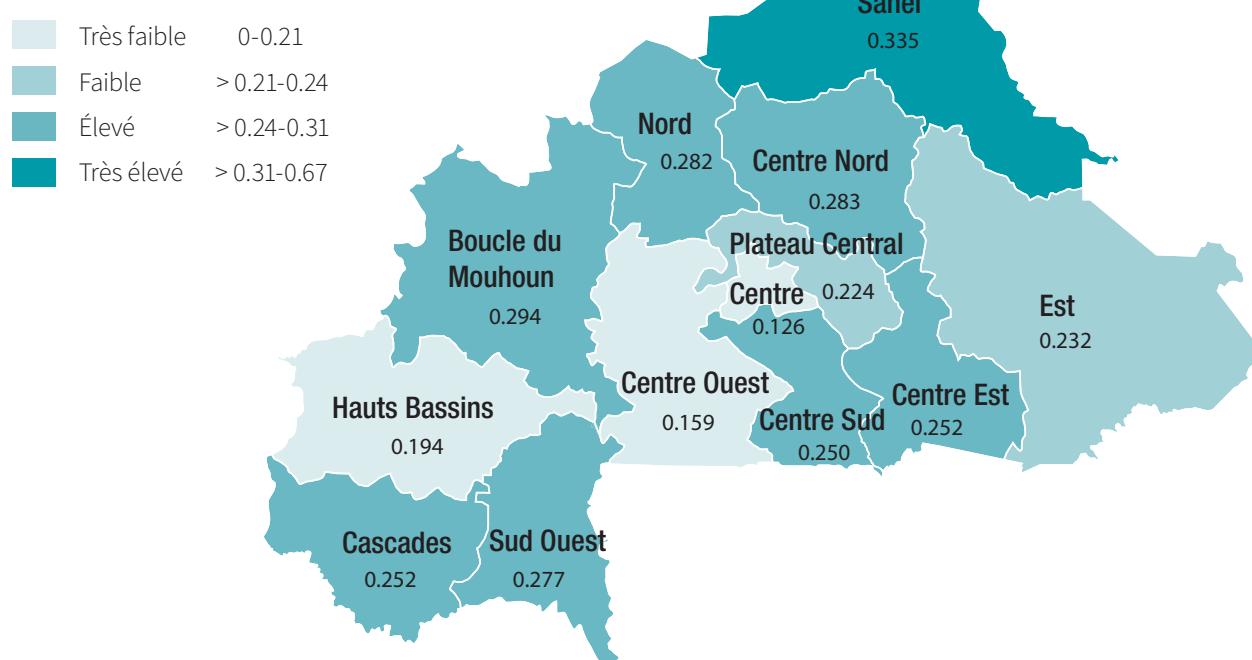
This map is without prejudice to the status of or sovereignty over any territory, to the delimitation of international frontiers and boundaries and to the name of any territory, city or area. We encourage the use of our maps. Please include the Club's copyright, inform or contact us for specific requests: swac.contact@oecd.org



N° 63, janvier 2018

BURKINA FASO : L'ÉGALITÉ DE GENRE N'EST PAS ENCORE GAGNÉE

Niveau de discrimination dans les institutions sociales



Source : OCDE (2018), Burkina Faso, Indicateur Institutions sociales et égalité femme-homme (SIGI)

Le Burkina Faso a ratifié l'ensemble des conventions régionales et internationales sur l'égalité de genre, a adopté une politique nationale genre en 2009, a créé un ministère dédié à la promotion de la femme et du genre (désormais : ministère de la femme, de la solidarité nationale et de la famille) et la mise en œuvre un grand nombre de plans d'actions et programmes genre. Cependant, les normes sociales et lois informelles discriminant les femmes mettent en cause l'application et l'efficacité des politiques et programmes promouvant l'égalité femmes-hommes à travers le pays. Ainsi, les inégalités entre les sexes perdurent et les moyennes nationales tendent à masquer de fortes disparités régionales. Le milieu urbain est généralement plus favorable à l'émancipation des femmes que le milieu

rural. Si d'importants progrès ont été faits en matière de parité scolaire et d'accès gratuit aux services de santé pour les femmes enceintes, les filles et les femmes sont confrontées à de multiples obstacles empêchant leur autonomisation sociale, économique et politique. Une femme sur deux est mariée avant l'âge de 18 ans ; la pratique du mariage précoce est acceptée par près de la moitié de la population. Par ailleurs, 90 % de la population pense que le travail domestique non payé relève de la responsabilité des femmes ; 70 % ne pense pas que ce travail devrait être partagé. Les femmes burkinabè restent également largement sous-représentées dans la sphère politique. Elles représentent moins de 10 % à l'Assemblée nationale, loin derrière la moyenne mondiale de 23.3 %.



L'étude pays de l'Indicateur : « Institutions sociales et égalité femme-homme » (SIGI) - Burkina Faso, menée par le Centre de développement de l'OCDE en partenariat avec le gouvernement burkinabé, fournit de nouvelles données empiriques sur les causes des inégalités persistantes. S'appuyant sur des entretiens menés avec 5 600 Burkinabè à travers les 13 régions du pays, l'étude évalue cinq indicateurs : discrimination au sein de la famille, atteintes à l'intégrité physique et morale, présence pour les garçons, accès restreint aux ressources/biens et atteintes aux libertés civiles.

www.genderindex.org/burkina-faso-country-study

Cette carte est sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Nous encourageons l'utilisation de nos cartes. Veuillez nous informer et en faire mention du copyright du Club. Pour des demandes spécifiques, contacter : swac.contact@oecd.org